

L'agriculture palestinienne

Secteur important de l'économie palestinienne pour l'emploi et la sécurité alimentaire, l'agriculture connaît pourtant un déclin notable depuis une vingtaine d'années. Parallèlement à l'essor des services, entre 1994 et 2015, la part de l'agriculture dans le PIB est passée de 12 à 3,3%. En 2015, le secteur représente à 8,7% de l'emploi total (hors travail informel). Le niveau très élevé des importations agricoles et agroalimentaires (près de 1,4 Md USD) souligne la dépendance des Territoires palestiniens (TP), marché captif pour les produits israéliens (63% des importations agricoles et agroalimentaires). En hausse de 13,2% par rapport à 2014, les exportations de produits agricoles et agroalimentaires totalisent 27,52% des exportations en 2015 (263,61 M USD). Fortement affecté par les restrictions (accès à la terre, à l'eau et aux marchés extérieurs) et les incertitudes liées à l'occupation et au blocus de Gaza, le secteur pourtant porteur de grandes potentialités peine à se développer.

Une agriculture à la peine malgré des efforts soutenus

Malgré **des avantages comparatifs importants avec notamment un climat favorable, une proximité avec les marchés émergents et de bonnes conditions pour les cultures de niche et à haute valeur ajoutée** (à l'instar des dattes et des herbes aromatiques), l'agriculture palestinienne connaît une baisse tendancielle de sa contribution au PIB depuis plusieurs années. En 2011, la surface agricole cultivée atteint 103 490 ha (92 937 ha en Cisjordanie ; 10 553 ha à Gaza) dont 24 541 ha de grandes cultures, 12 959 ha de légumes et 65 589 ha de fruits. Le secteur compte, en 2015, 225 coopératives, 221 pépinières et 2 615 ingénieurs agricoles. La taille moyenne des exploitations agricoles s'élève à 1,21 ha (1,34 en Cisjordanie ; 0,6 ha à Gaza). En Cisjordanie, près de 345 000 tonnes de légumes sont produits chaque année (tomates et concombres essentiellement), environ 85 000 tonnes de fruits (agrumes et raisins en tête) et près de 84 000 tonnes d'olives pressées. A Gaza, la production agricole est composée de légumes, roses, tulipes et de fraises (environ 1 500 tonnes/an contre 7 000 tonnes avant le blocus). En 2013, les principaux cheptels sont les suivants : vaches (33 980 dont 9 921 laitières), moutons (près de 731 000 dont 82 207 brebis laitières) et chèvres (215 335 dont 22 664 chèvres laitières). Le rendement de la production laitière palestinienne s'élève à 4 716 litres par vache et par an contre 11 448 en Israël. Par ailleurs, près de 104 millions d'œufs sont produits tous les ans dans les TP. L'agriculture continue d'être une activité essentielle non seulement pour la croissance du PIB, mais également pour la sécurité alimentaire et l'emploi.

En retrait depuis 2013, l'insécurité alimentaire demeure élevée selon l'Institut palestinien de recherche économique (MAS). En 2014, 26,8% des foyers palestiniens (1,6 M de Palestiniens) étaient en situation d'insécurité alimentaire (46,7% à Gaza contre 16,3% en Cisjordanie). En 2015, l'agriculture ne concentre plus que 8,7% de l'emploi total contre 16,7% en 2006. Il s'agit du deuxième secteur d'activité féminin après celui des services avec 13,1% de l'emploi féminin total en 2015. Le travail informel agricole atteindrait, selon les dernières études, un niveau comparable à celui de l'emploi déclaré et le fort recours au travail saisonnier est une caractéristique de ce secteur.

Les exportations agricoles et agroalimentaires palestiniennes (27,52% du total des exportations ; 263,6 M ; 2,1% du PIB en 2015 – voir annexes) sont essentiellement composées de légumes (26,1% ; +42,7% par rapport à 2014 avec 68,8 M USD en 2015), d'huile d'olive (16,5% ; +47,9% par rapport à 2014 avec 43,6 M USD en 2015) et de tabac (14,4% ; 37,9 M USD en 2015). En raison de l'importance des importations agricoles et agroalimentaire (27,49% des importations ; 1 436,3 M USD ; 11,3% du PIB en 2015) le secteur affiche un déficit commercial structurel s'élevant à 9,2% du PIB en 2015 (1 172,7 M USD). Les principales importations agricoles et agroalimentaires sont le bétail sur pied, la viande et les produits laitiers (14,8% ; 211,9 M USD en 2015) et les céréales (10,3% ; -18,4% par rapport à 2014 avec 148,5 M USD en 2015).

Très présente dans l'agriculture palestinienne, la production d'olives est une source de revenus pour près de 90 000 familles, et l'ensemble du secteur est estimé à entre 160 et 191 M USD pour les meilleures années. Essentiellement présente en Cisjordanie (81,6% de la production), la production d'huile d'olive atteint 20 100 tonnes en 2016. Plus récemment, la production du palmier dattier « Medjoul » présente un important potentiel à l'export estimé à près de 200 M USD par an, mais demeure contrainte par les difficultés d'accès à l'eau. La société Nakheel Palestine est aujourd'hui le leader palestinien du secteur et exploite 300 ha (22 000 palmiers) et exporte 60% de sa production.

Soumise à de nombreuses contraintes liées à l'occupation, l'agriculture palestinienne est caractérisée par une faible productivité. Le rendement moyen de l'agriculture en Cisjordanie et à Gaza équivaut à environ 50% du rendement en Jordanie et à 43% de celui en Israël bien que dans la même zone agro-écologique. Cet écart de productivité souligne le besoin, pour l'agriculture palestinienne d'opérer une transition (difficile en l'état actuel des restrictions) vers les cultures et semences à plus haut rendement et plus haute valeur. Aujourd'hui, près de 81% de la surface agricole de Cisjordanie est consacrée aux semences à faibles rendements et faible valeur. L'agriculture palestinienne est également victime de la petite taille de ses exploitations qui l'empêche de réaliser des économies d'échelles suffisantes, notamment en raison des restrictions israéliennes et de la fragmentation de l'espace cisjordanien.

La « National agriculture sector strategy » (NASS) de l'Autorité Palestinienne (AP) pour la période 2017-2022, dont la publication officielle est prévue prochainement, vise à une augmentation de la production agricole et de bétail, et à l'amélioration de la compétitivité agricole notamment au travers du développement de cultures plus rentables ou encore de la construction de routes agricoles et d'infrastructures d'irrigation. Par ailleurs, le renforcement de la sécurité alimentaire demeure une préoccupation constante.

Un potentiel économique important sous réserve de l'accès à la zone C et de la levée des autres restrictions

Les incertitudes du conflit israélo-palestiniens et les restrictions sur l'accès à la terre, à l'eau, aux engrais, aux équipements, aux infrastructures et aux marchés extérieurs impactent le secteur agricole et nuisent à l'investissement. La zone C (62% de la Cisjordanie) demeure sous contrôle sécuritaire et administratif israélien et comprend les terres les plus fertiles pour une perspective de développement. Malgré cela, seulement 1% de la partie aménagée de la zone C est attribuée aux activités palestiniennes. 21% sont réservés aux zones militaires et 9% aux réserves naturelles. La poursuite du développement des colonies et le durcissement des contraintes provoquent, depuis les années 1980, un recul important des surfaces cultivées (blé, légumes et arbres fruitiers) en Cisjordanie et à Gaza (où la chute est encore plus significative) : de 240 000 ha en 1980 à 103 490 ha en 2010/2011 dont 92 937 ha en Cisjordanie et 10 553 ha à Gaza. **Les entraves à la mobilité et à la construction d'infrastructures handicapent le développement agricole et dépriment l'investissement.**

La fin de l'occupation supposerait un partage équitable des ressources en eau, la levée des restrictions actuelles sur la construction d'infrastructures et sur l'accès et la mobilité notamment en zone C. Dans l'hypothèse d'une levée des restrictions israéliennes, le secteur pourrait concrétiser un développement potentiel très important, stimulant d'autres activités telles l'agroalimentaire ou encore le tourisme. Ainsi, parmi les cinq futurs moteurs de croissance identifiés par le think tank *The Portland Trust* figure en bonne place l'agriculture.

Un élément fondamental de ce développement potentiel, déjà initié par la NASS, réside dans la transition vers des cultures à plus haute valeur (dattes, oranges, raisins, tomates, courges, concombres) qui doit permettre d'accroître les revenus des exploitants et d'améliorer leur marge d'investissement. Une augmentation des surfaces irriguées devrait permettre d'accompagner cette transition, de débloquer les importantes potentialités agricoles de la zone C notamment celles de la vallée du Jourdain. **En 2007, le ministère de l'agriculture palestinien a estimé qu'en cas de levée des restrictions liées à l'occupation, l'espace supplémentaire irrigable serait de 45 000 hectares représentant une valeur ajoutée d'environ 1 243,7 M USD soit 9,8% du PIB.** L'agriculture palestinienne serait aussi en mesure d'augmenter sa productivité et de devenir suffisamment compétitive pour couvrir les besoins du marché local et gagner des parts de marché à l'export.

Le développement du secteur agricole et de ses capacités d'exportation passe par la constitution d'un tissu de coopératives (aujourd'hui au nombre de 225) pour permettre aux producteurs d'atteindre les marchés régionaux, nouer des relations avec des acheteurs internationaux et réaliser des économies d'échelle. **Le développement de ce potentiel économique requiert un engagement financier de la part des investisseurs privés et des autorités (aide internationale) mais reste subordonné à l'assouplissement des très nombreuses contraintes imposées par l'occupation et le blocus de Gaza.**

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.